

CONCOURS ENM 2014**Culture générale****« Identité individuelle et identité collective »*****Corrigé proposé par Franck Kessler***

Dans Composition française, Mona Ozouf fait retour sur son enfance bretonne, et relate cette tension entre l'identité collective et l'identité individuelle, entre l'universel et le particulier. Elle se souvient de l'arrogance française, méprisant la langue bretonne nommée un patois, et les bons jours un idiome. "Rêver d'un homme nouveau suppose partout et toujours le recours à la force", et face à cette République conquérante, niant les particularismes, il lui faudra cultiver cette part non choisie de son existence, cette identité bretonne, première et inéluctable donnée. Car c'est d'abord le paradoxe de l'identité que d'être à la fois un *donné* pluriel, chacun héritant de fidélités diverses, et un construit. D'où la difficulté à saisir la notion d'identité elle-même. Paul Ricoeur distinguait ainsi l'identité-idem, ou "identité à travers le temps", immuable (mêmeté), et l'identité-ipse, ou "identité malgré le temps", qui incorpore la part de relationnel propre à la définition identitaire (ipséité). Ce qui est identique est ce qui est immuable et ce qui évolue. L'identité est à la fois un fait (carte d'identité) et une conscience (le sentiment d'identité personnelle). Définir son identité est donc un exercice difficile et fin, comme le révèle l'oeuvre de Patrick Modiano, où se dessine toujours des visages, des voix, des lieux qui semblent réapparaître puis fuir la mémoire de l'écrivain. Et ce qui frappe à la lecture d'Un pedigree ou de Livret de famille, c'est bien le caractère inséparable de la recherche de l'identité individuelle et de l'identité collective. La recherche de l'identité individuelle est toujours en corrélation avec une époque, un groupe (la famille, les amis du père, de la mère), un lieu (la place de l'étoile). En particulier, l'interaction entre la figure du père et celle de la période de la collaboration est forte.

Or, si l'identité individuelle et l'identité collective posent question, c'est bien parce que l'avènement de la modernité a offert cette chance de pouvoir se définir librement en interrogeant la légitimité des identités antérieures. Par essence nouvelle ("Notre héritage n'est précédé d'aucun testament" écrit René Char), la Modernité se doit de penser un rapport inédit entre les identités. Et c'est justement la confrontation entre l'identité individuelle et l'identité collective qui permet à l'homme de s'affranchir et de se définir. Pourtant, les différentes expressions de l'identité sont aujourd'hui souvent présentées sous l'angle de la destruction mutuelle et de l'irréconciliable. De la montée de l'individualisme qui vient saper les bases de l'identité collective, ou bien des revendications catégorielles ou communautaires, la question de la corrélation entre l'identité personnelle et collective est en effet problématique. Il y a de nos jours une incertitude identitaire, qu'illustre le débat suscité par le projet de réforme territoriale du gouvernement qui prévoit de passer de 22 régions à 14 en France métropolitaine. Et l'on voit que les conflits entre les identités individuelles et l'identité collective engagent la pérennité du contrat social. Comment alors combiner les attaches particulières avec la nécessité de définir une identité collective, alors que le 20^e siècle a été celui de la négation des identités individuelles au nom d'idéologies collectives ? A quelles conditions un rapport apaisé entre identité individuelle et identité collective est-il envisageable ? Faut-il aujourd'hui nécessairement opposer une approche républicaine universaliste et généraliste aux particularismes jugés d'un autre âge et déplacés au sein de la sphère publique ?

Il apparaît alors que si l'affrontement initial entre identité individuelle et identité collective a laissé place à une relation de complémentarité (I), les tensions actuelles exacerbées entre les identités impliquent de repenser un rapport apaisé entre le particulier et le collectif (II).

I) Le déséquilibre entre identité individuelle et identité collective a laissé place à un affrontement créateur et à une relation de complémentarité entre les identités.

La domination de l'identité collective au détriment de l'identité individuelle a donné lieu un affrontement créateur, au cœur de l'avènement de la Modernité (A). C'est alors une relation de complémentarité entre les identités qui s'impose, l'identité individuelle et l'identité collective étant fortement interdépendantes (B).

A) Le déséquilibre initial entre identité individuelle et identité collective a laissé place à un affrontement créateur.

Les liens entre l'identité individuelle et l'identité collective se caractérisent avant tout par un déséquilibre fondateur, puis par une tension et un affrontement (1). Mais cette opposition est créatrice, car c'est de l'affrontement que naît la possibilité même de se définir (2).

1 - L'interaction entre identité individuelle et identité collective est d'abord imposée et nettement déséquilibrée au profit de l'identité collective.

L'identité collective est initialement *un donné* au sein duquel l'individu doit s'inscrire. Faisant référence à l'époque où Augustine Fouillée publie sous pseudonyme le fameux « Tour de la France par deux enfants », Jean Clair écrit dans son Journal atrabilaire, qu'« en ce temps-là, chaque chose et chaque être paraissait avoir une identité ». L'action, qui se déroule après la défaite de 1871 et s'étire jusqu'en 1902, voit André et Julien quitter la Lorraine afin de parcourir leur patrie, la France. Chaque ville y a sa mission, ses grands hommes. Chaque maison a ses particularités (l'ardoise et la tuile, la lauze et le chaume). De ces identités plurielles, « la France tirait une identité singulière » écrit Jean Clair. Le but de ce Tour de France est clair : il s'agit de faire découvrir et faire aimer la France. La lecture produit un émerveillement et le sentiment de l'appartenance. Somme toute, l'amour de la patrie s'apprend par le cœur, pour paraphraser Ernest Lavisse, qui, en 1912, dans sa version nouvelle de son manuel d'histoire, écrit : « Enfant, tu vois sur la couverture de ce livre les fleurs et les fruits de la France (...). Tu dois aimer la France, parce que la nature l'a fait belle et parce que son histoire l'a fait grande ». Le pédagogue a pour but de communiquer la *pietas erga patriam* (piété envers la Patrie). Les identités individuelles, plurielles, doivent d'abord reconnaître la supériorité de l'identité collective et s'y fondre naturellement. Finalement, le modèle grec n'est pas si loin, car si les Grecs sont les inventeurs d'une forme d'organisation sociale nouvelle, la Cité, dont la caractéristique est de donner une place nouvelle à l'expression citoyenne, elle demeure un espace où l'identité collective prédomine. L'homme est "l'être vivant destiné naturellement à vivre dans une cité" (Aristote). L'individu isolé n'existe pas, la solitude est soit le fait des dieux, soit des animaux. Et Benjamin Constant met en garde ses contemporains, dans De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes, contre la tentation d'imiter le modèle de la cité antique. Si dans le domaine public, l'homme est libre de critiquer le pouvoir (ainsi des comédies d'Aristophane, dont Lysistrata), les actions privées sont soumises à une surveillance sévère. La liberté de ton n'existe pas au sein de l'oïkos, de même que la liberté de culte. De plus, le citoyen ne peut se désolidariser de ses semblables, la participation à l'effort de guerre est obligatoire sous peine de perdre tous ses droits. Au niveau de la Cité, Benjamin Constant a bien mis en avant que la liberté des Anciens dans la sphère politique se doublait d'une dépendance accrue à l'identité collective dans l'oïkos.

Ce **déséquilibre** initial entre identité individuelle et identité collective est un héritage particulièrement résistant. On n'échappe pas à l'identité collective, ne serait-ce que par le nom qui attache et rattache. Dans ses Mémoires d'Hadrien, Marguerite Yourcenar fait dire à son héros, pourtant futur empereur : « J'étais plus que jamais de la famille ; je fus plus ou moins forcé d'y vivre. Mais tout me déplaisait dans ce milieu, excepté le beau visage de Plotine ». Marguerite Yourcenar, en imaginant les mémoires d'un empereur romain, met en lumière l'importance de l'identité collective, c'est-à-dire des familles d'Hadrien (la famille naturelle, en particulier

son grand-père Marullinus, la famille impériale, la famille selon le cœur). Au sein de la famille au sens strict, la puissance paternelle a longtemps été garantie par le droit et définie comme une faculté de commander, une supériorité de fait qui se rapproche des notions de domination et d'hégémonie. « Nous appelons famille plusieurs personnes, plus de deux, qui ont été placées, soit par la nature, soit par le droit, sous la puissance d'une seule (...) le père de famille est celui qui est maître chez lui » (Ulpian). La puissance s'applique aux biens, à la personne et au corps même de la femme et des enfants. En droit romain, la *patria potestas* conférait au père un droit absolu sur son enfant selon qu'il l'acceptait ou non à la naissance. Au-delà de la seule sphère familiale, on retrouve cette prédominance de l'identité collective au Moyen Âge. La tripartition en trois ordres, telle que théorisée par Adalbéron de Laon, est célèbre (*oratores, bellatores, laboratores*). La demande des députés du Tiers qu'une voix soit attribuée par député et non par groupe est le symbole de ce que l'identité individuelle laissait traditionnellement place au collectif.

2 – Un affrontement créateur entre identité individuelle et identité collective.

Seul un affrontement entre l'identité individuelle et l'identité collective a permis un affranchissement de l'homme du Tout. L'opposition entre les identités est le geste émancipateur par excellence, car il permet à l'individu de se définir. L'Orfeo de Monteverdi met en scène cette confrontation. Orphée, constatant l'endormissement de Charon, gardant les enfers, se conduit alors en homme de la Renaissance, sûr de lui, conquérant, audacieux jusqu'à dédaigner les règles divines : il prend la barque de Charon et traverse le fleuve, défiant l'interdit, afin de ramener Eurydice. L'individu est placé au centre du nouveau monde musical. Monteverdi permet au chanteur soliste d'exprimer son émotion et sa condition humaine, face à l'antique polyphonie et à la domination du Tout. Cet affrontement entre identité individuelle et identité collective est également exprimé sur le plan littéraire par Annie Ernaux dans La place. Elle y écrit au sujet de son père, de sa vie, de « cette distance venue à l'adolescence entre lui et moi. Une distance de classe, mais particulière, qui n'a pas de nom. Comme de l'amour séparé ». L'auteur revient sur son enfance à Yvetot, en Normandie, et souligne l'affrontement entre une identité de classe, marquée chez son père, qui souhaitait que chacun reste à sa place, et l'identité d'une jeune femme qui gravit les échelons grâce à la méritocratie républicaine, et s'éloigne peu à peu des siens. Et Annie Ernaux de citer Genet en incipit : « Je hasarde une explication : écrire c'est le derniers recours quand on a trahi ». Trahir les siens en s'élevant, en ne se reconnaissant plus dans ce milieu d'où l'on vient et dont on a eu honte par moment. Mais l'identité individuelle, l'émancipation, ne peut s'écrire que dans cette opposition à l'identité collective.

Le paradoxe est que les Modernes, tout en affirmant la primauté de l'identité individuelle, vont privilégier une conception abstraite de l'identité qui tend au final à faire primer le collectif sur le particulier. Pierre Rosanvallon insiste dans Le modèle politique français sur cette particularité nationale dans l'approche de l'identité. Si le trait distinctif de la modernité est la libération de la puissance individuelle, la spécificité du modèle français réside dans ce « culte de la généralité ». La révolution exacerbe la dimension d'abstraction, la polarisation du politique à travers la perfection de la loi, c'est-à-dire du gouvernement par la règle générale, conduisant à nier les particularités. L'impératif d'égalité suppose de ne pas entrer dans la dimension particulière de chacun, au risque de l'artificialité. « Ce concept [la nation] néglige tout ce qui, dans la collectivité vraie, divise, distingue ou oppose les individus : la naissance, la condition sociale, les ressources, les goûts, les possibilités » (G. Burdeau, La démocratie). Ainsi, l'identité collective n'a pas seulement été une forme de dépassement de l'identité individuelle, elle a également induit une forme de combat contre les particularités afin de forger la Nation. La Révolution supprime donc les corps intermédiaires : la loi Le Chapelier du 14 juin 1791, qui interdit les « coalitions » et en particulier les coalitions ouvrières a ainsi été considérée *a posteriori* comme l'incarnation du désir révolutionnaire d'empêcher l'expression des différences. Le risque est en effet de voir se reconstruire des communautés particulières et, partant, des privilèges. Cette opposition est particulièrement visible sur le terrain de la langue. La persistance des centaines de patois, et ce encore au 18^e siècle, a été jugée contraire à la diffusion de l'esprit des Lumières. La langue doit être le produit de l'esprit national, même s'il faut pour cela mettre à mal des identités individuelles inscrites dans des idiomes anciens. « Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton ... et le fanatisme parle basque », clame Barère au nom du Comité de Salut public. Prolongeant l'action de François Ier et son ordonnance de Villers-Cotterêts, le décret

du 27 janvier 1794 prévoit que sera établi sous dizaine un instituteur de langue française dans chaque commune. C'est, somme toute, « la langue qui fait la patrie » (Vaublanc). Cette tension entre le national et l'identité locale se retrouve dans la difficulté française à ratifier la charte européenne des langues régionales ou minoritaires à la suite d'une décision du Conseil constitutionnel, estimant en juin 1999 que la Charte était contraire à l'article 2 de la Constitution qui dispose que « la langue de la République est le français ». Cet affrontement entre identité individuelle et identité collective a pourtant finalement laissé place à une complémentarité apaisée, car les deux formes identitaires se nourrissent mutuellement.

B) Une complémentarité apaisée entre identité individuelle et identité collective.

Le lien entre les identités est si fort que l'identité individuelle ne peut prospérer sans le soutien de l'identité collective (1). De façon symétrique, l'identité collective dépend pleinement de l'action des hommes pour se constituer et rayonner (2).

1/ L'identité individuelle ne peut s'affirmer sans une identité collective forte et assumée.

Celui qui ne bénéficie pas d'une identité englobante est comme étranger au monde qui vient. Le dernier roman du prix Nobel de littérature John Maxwell Coetzee, Une enfance de Jésus, met en scène l'impossibilité de se définir et d'exister au sein d'un pays dont l'identité est fuyante. Un homme (Simon) et un petit garçon (David) débarquent dans un nouveau pays pour fuir une situation insoutenable, dont on devine la violence. L'identité de ce pays d'accueil est inconnue. On y parle espagnol et la plupart des habitants sont des réfugiés. C'est bien l'effacement de l'identité qui est au cœur du propos de l'auteur. Il est impossible au cours de la lecture de découvrir les caractéristiques de ce pays d'accueil. Tout y manque de poids, de réalité. La nourriture est insipide, le travail est dur et répétitif (Simon est dockers pour subvenir à ses besoins), il n'y a pas d'histoire nationale, pas véritablement de vie collective. Il s'agit de simplement vivre au présent. Ce vide se traduit par des difficultés pour David à se construire. Durant la traversée en mer, David perdit le papier où sa mère avait inscrit son adresse et le garçon, malgré l'aide de Simon, ne parvient pas à la retrouver. Il connaît des difficultés d'apprentissage liées à ce monde sans repères, sans ligne de sens. Seule la fuite apparaîtra aux protagonistes comme une voie de sortie. Ce monde, dont nous parle Coetzee, est le nôtre, celui du présentisme, du rejet de l'idée nationale, de la verticalité, des racines. L'identité individuelle ne peut exister pleinement sans le support d'une identité collective affirmée. Ce roman éclaire les sondages réguliers sur l'humeur des français, sondages qui concluent à une forme de dépression collective (manque de confiance dans l'avenir, crainte pour son emploi, défiance à l'égard des étrangers...). Ces éléments sont les symptômes d'une difficulté à se définir, à faire société. C'est bien parce qu'il manque une histoire collective, une capacité à faire vivre un « roman national » qu'il est si malaisé de se définir. L'appartenance territoriale est un rempart contre les incertitudes, les doutes. L'Etat se doit de fixer des repères de sens symboliques afin de faciliter une relation plus harmonieuse entre identité individuelle et identité collective.

Cette nécessité d'un lien fort à une identité collective a été analysée sur le plan sociologique par Robert Castel qui distinguait l'individu par excès de l'individu par défaut. Le premier bénéficie de multiples supports collectifs (lien familial, propriété privée...) lui permettant de se construire, mais souffre souvent des pathologies liées à la réussite (surcharge d'activité, règne de l'urgence...). L'individu par défaut est celui qui est désaffilié, qui n'a pas eu la chance de connaître ces éléments protecteurs. Cette analyse vient éclairer le processus, en apparence paradoxal, d'une poursuite du processus d'individuation (affirmation croissante de l'identité individuelle) et d'une demande toujours plus forte d'intervention de l'Etat (demande d'identité collective, d'un support institutionnel, car seul ce soubassement permet à l'homme de construire son individualité).

2 – L'identité collective n'est rien sans le soutien de l'identité individuelle, au point que le collectif et l'individu ne font parfois qu'un.

L'identité collective ne se construit qu'à partir de la mobilisation des identités individuelles, et des sacrifices consentis. Ernest Renan a exprimé ce lien indépassable dans une conférence prononcée en Sorbonne en 1882 et intitulée Qu'est-ce qu'une Nation ? Sa réponse, en particulier au sein du 3^e temps de son allocution, irrigue pleinement notre identité collective, et mérite d'être citée : « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu, est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. (...) Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet ». Et l'auteur d'insister encore sur le lien entre le sacrifice individuel et l'identité collective : « *avoir souffert ensemble* ; oui, la souffrance en commun unit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes, car ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun ». Une nation est donc une grande solidarité, "constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore".

Ce lien entre la partie et le Tout est si fort que **l'identité individuelle peut se confondre avec l'identité collective**. André Malraux a su rappeler cette fusion dans son discours prononcé le 19 décembre 1964 lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon. « Aujourd'hui, jeunesse, puisses-tu penser à cet homme comme tu aurais approché tes mains de sa pauvre face informe du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé ; ce jour-là, elle était le visage de la France ». On pense également au général de Gaulle qui a incarné la France et laisse aujourd'hui encore une empreinte identitaire forte dans son pays. Romain Gary dit toute l'importance de cette identification dans son Ode à l'homme qui fut la France, l'identification n'étant pas toujours la symbiose, ainsi que l'exprime son article « A mon Général : adieu, avec amour et colère ». Au-delà du cadre français, cette identification de l'individuel au collectif a trouvé une illustration célèbre et originale (car partiellement involontaire) au 19^e siècle en la personne de Giuseppe Verdi. Son nom devint un signe de ralliement chez les patriotes italiens. Le milieu du 19^e siècle voit naître le mouvement du *Risorgimento*, la « Renaissance », qui vise à unifier l'Italie et à s'affranchir de la domination autrichienne. En 1848, le roi de Sardaigne Charles-Albert abolit la monarchie absolue dans son royaume pour une monarchie constitutionnelle. C'est son fils Victor-Emmanuel II de Savoie qui lui succède en 1849. Les patriotes italiens vont alors utiliser le nom de Giuseppe Verdi, une autre figure italienne, pour affirmer leur soutien au roi, en inscrivant sur les murs le graffiti *Viva Verdi*. *Viva Verdi* signifiait en réalité *Viva Vittorio Emanuele Re D'Italia* (Vive Victor-Emmanuel Roi D'Italie). Verdi était effectivement un patriote italien, mais il avait initialement des idées républicaines, et ne participait pas publiquement à la vie politique. L'expression *Viva Verdi* avait ainsi une double signification permettant aux activistes de passer outre le contrôle politique autrichien ou pontifical. Cette complémentarité entre identité individuelle et identité collective est pourtant remise en cause aujourd'hui, et nécessite donc d'être repensée.

II) Néanmoins le risque d'une opposition destructrice entre identité individuelle et identité collective est aujourd'hui exacerbé, ce qui implique de repenser un rapport apaisé entre le particulier et le Tout.

La multiplication des tensions dans la relation entre l'identité individuelle et l'identité collective laisse craindre une mise à mal du corps social (A), d'où résulte la nécessité de repenser un rapport équilibré entre les identités (B).

A) La relation entre identité individuelle et identité collective comporte des risques exacerbés menaçant la pérennité du corps social.

Si l'identité collective peut se développer au détriment de l'identité individuelle (1), la radicalisation des revendications individuelles sur le terrain identitaire n'est pas sans risques pour la collectivité (2).

1 - L'identité collective au détriment de l'identité individuelle.

Un premier danger guette les hommes qui sanctuarisent l'identité collective sans retenue : la paralysie de l'identité individuelle. C'est pour cette raison que Witold Gombrowicz s'est toujours décrit comme un auteur exilé, bien sûr au sens géographique, puisqu'il quitta la Pologne en 1939 pour se réfugier en Argentine, mais aussi au sens de la construction de soi. L'écrivain a besoin de s'extirper de sa polonité pour viser l'universel. La figure du Père, de la patrie, de la collectivité est étouffante. Il faut vivre, et ne pas se réfugier systématiquement au sein de la grandeur de l'idée collective. A la figure du Père, Gombrowicz propose de substituer celle du fils. « Qu'as-tu à faire de la Patrie ? La Filistrie, n'est-ce pas mieux ? Echange la Patrie contre la Filistrie et tu verras ! » « Tu n'en es pas écoeuré de ta polonité ? ». (Trans-Atlantique). Cette idée de la relativisation du cadre collectif afin de laisser s'affirmer son identité individuelle, littéraire et poétique, est si forte chez Gombrowicz qu'elle se retrouve dès les premières lignes de son Journal débuté en 1953. Il résume sa visée ainsi : LUNDI Moi MARDI Moi MERCREDI Moi JEUDI Moi. L'auteur dénonce ses collègues polonais exilés en Argentine, qui à force de sanctifier le passé glorieux de la Pologne, finissent par ne plus vivre. "Car, en exaltant de la sorte Mickiewicz, ils s'humiliaient eux-mêmes; en portant Chopin aux nues, ils prouvaient qu'ils n'en étaient pas dignes, - en se délectant de leur propre culture, ils ne faisaient qu'étaler leur âme de primitifs. (...) Le plus terrible, c'était qu'ici, on sacrifiait aux morts la vie et la sagesse des vivants, des contemporains". Faire appel à l'identité collective, largement mythifiée par ailleurs, est une manière de s'affirmer vaincu face au génie des anciens alors que la situation implique la mobilisation et la prise de risques. Mais plus encore que la paralysie, le risque peut être celui de la destruction de l'identité individuelle.

L'identité collective est potentiellement une source de destruction de l'identité individuelle. Cette méfiance à l'égard de l'identité collective est au cœur de La Plaisanterie de Kundera. Car la valorisation de l'identité collective, pour se construire et perdurer, suppose une victime expiatoire. Pour avoir voulu séduire Marketa, Ludvik Jahn a cru bon, malgré le contexte politique (l'action se déroule en 1969 à Prague), d'écrire une carte postale à Marketa en inscrivant : « L'esprit sain pue la connerie. Vive Trotsky ! ». Dénoncé, Ludvik se retrouve au sein d'un bataillon disciplinaire, porteur de l'écusson noir, celui des prisonniers politiques. Dans ce camp où il s'agit de forger de bons et loyaux communistes, la résistance s'organise. En particulier, il est décidé de boycotter une épreuve sportive de course de relais. Chacun court plus lentement, mime un point de côté, perd son témoin, trébuche. Personne ne joue le jeu, et une solidarité collective forte entre les détenus leur permet d'affronter l'adversité. Le seul à croire véritablement au bien fondé de sa présence dans ce camp est Alexej, qui est là du fait des activités politiques de son père. Il décide donc de courir sincèrement, et est pour cela rejeté par ses camarades. Du fait de sa grande fragilité physique, Alexej arrive bon dernier. Les officiers choisissent de punir le dernier, puisqu'il s'agit certainement d'après eux de celui qui a le plus boycotté cette épreuve. Délaissé par les autres détenus, subissant les mauvais traitements des gradés, Alexej se suicide. La morale est tragique et évidente : il n'y a pas d'identité collective forte sans victime expiatoire. Tel est le danger. Il y a toujours un ennemi intérieur (la campagne à l'égard du « plombier polonais ») et un ennemi extérieur (« la vague migratoire », « le capitalisme déchaîné »). La vigilance s'impose donc, et elle est exigeante, car il n'y a rien de plus facile et doux que de se laisser porter par le tout, le collectif, fût-ce au détriment d'un bouc émissaire. Sebastian Haffner a témoigné de ce danger dans Histoire d'un allemand. Il revient sur le jeune homme qu'il était dans les années 30 en Allemagne. Se destinant à la magistrature, il apprend devoir se rendre, à la fin de l'assessorat, à Jüterborg pour un stage de formation collectif. Alors que cette perspective lui fait horreur, craignant l'endoctrinement et la rugosité de la vie communautaire, il se prend peu à peu au jeu. Une franche

camaraderie est au rendez-vous. Les journées sont rythmées par les marches, les chants, les conférences. Malgré l'endoctrinement, cette période est heureuse, car il n'a plus qu'à se fondre dans la masse. C'est la mise en garde qu'Haffner nous adresse, car le bonheur de se fondre dans la masse, aussi terrifiante puisse t-elle être, est un danger qui guette chacun d'entre nous. L'honneur de la République est alors de toujours rechercher à défendre la liberté individuelle, contre les formes identitaires collectives d'assujettissement, même si l'individu consent à son assujettissement. Mais la toute puissance de l'identité individuelle comporte également des risques pour l'identité collective.

2 - La radicalisation de l'identité individuelle au détriment de l'identité collective.

La crise du vivre ensemble est en partie liée à l'exacerbation de l'identité individuelle. Cette montée de l'individualisme a été analysée par Tocqueville dès la première moitié du 19e siècle, et formulée en des termes célèbres : "je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres: ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas; il les touche et ne les sent point; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie » (De la démocratie en Amérique, II). Cette analyse est d'une grande actualité et Pierre Manent dresse un portrait dans la continuité de l'analyse tocquevillienne dans Les métamorphoses de la cité. Si les grecs et les chrétiens étaient convaincus que l'humanité est chose à produire, par l'entremise d'une institution (la Cité, l'Eglise), les modernes postulent que l'humanité se donne sans médiation. L'humanité n'est que chose à constater, d'où l'illusion d'une civilisation a-politique et l'horreur des frontières. Le collectif n'implique plus l'intervention continue de chacun. Ce repli sur soi est propre à la dynamique démocratique qui promeut l'égalité et donc affaiblie la logique du sacrifice. Ce règne des masses et de l'égoïsme est peu propice au dévouement. Cette difficulté à promouvoir l'identité collective est peut être liée à l'épuisement de l'imaginaire national, la France ne produisant plus de mythologies propres, au point que l'on a pu écrire que Roland Barthes, en publiant ses Mythologies en 1957, avait épuisé les ressources collectives en la matière. Une autre raison est à rechercher du côté du tournant post-moderne. Si l'identité individuelle et l'identité collective sont aujourd'hui en crise, c'est parce qu'il est devenu impossible de penser la question identitaire. L'identité serait alors forcément « malheureuse », pour reprendre l'expression du dernier livre d'Alain Finkielkraut. L'impossibilité d'assumer l'identité est liée à un double héritage traumatique. D'abord les démons de l'universel, en particulier la colonisation. Tout modèle à propager devient suspect, seule la visée particulière est recevable, et à l'identité est préférée l'hospitalité. Ensuite, du fait de Vichy. L'identité porte la marque de l'identification. L'homme se trouve alors face aux vertiges de la désidentification. Le passé n'a plus le droit de citer. "La perte du passé, collective ou individuelle, est la grande tragédie humaine, et nous avons jeté le notre comme un enfant déchire une rose" (Simone Weil).

Pourtant, cette exacerbation de l'identité individuelle au détriment de l'héritage ne signifie pas la fin de l'identité collective mais plutôt une mutation dans son approche. Deux aspects retiennent l'attention. D'abord, l'affirmation radicale de l'identité individuelle ne signifie pas le refus du collectif. Il y a toujours une corrélation entre identité individuelle et identité collective, mais celle-ci passe par des canaux nouveaux. Le lien au collectif est plus hédoniste, loin de la dette mémorielle qui a pu être celle de nos aînés. Charles Péguy, écrivant que "plus nous avons du passé derrière nous, plus il nous faut le défendre ainsi, le garder pur", ne reconnaîtrait pas son pays pour qui, après le temps du messianisme politique, s'ouvre celui du hobby patrimonial, du rapport touristique au passé. Le succès des films comme "Le fabuleux destin d'Amélie Poulain" (près de 9 millions d'entrées) ou "Bienvenue chez les Ch'tis" (plus de 20 millions d'entrées) indique le rapport hédoniste au passé, et le bonheur à communier dans une identité collective largement idéalisée et mythifiée. Et l'entrée de la cuisine française dans le Patrimoine mondial défini par l'UNESCO est tout aussi saisissant. A l'identification collective par l'intermédiaire de la religion ou du culturel s'est substitué l'identité par la cuisine. "Cela signifie que la cuisine est vécue, de manière imaginaire, comme le dernier lieu de stabilité, le dernier

repère encore debout d'un monde en voie de liquéfaction" (Robert Redeker, "La cuisine dénaturée par sa surmédiation"). La seconde évolution, éminemment paradoxale, est la radicalisation de l'affirmation identitaire sur la scène politique. Bien que délaissant largement la participation directe à la vie de la Cité, les citoyens européens votent massivement pour des partis se présentant comme les défenseurs de l'identité collective. Et cette montée du "national-populisme" (Pierre-André Taguieff), combinant un discours protectionniste, un discours anti-élite, un rejet de "ceux d'ailleurs", ne peut être expliqué exclusivement par la crise économique et sociale, comme en atteste la montée de l'UDC en Suisse et du Parti du progrès en Norvège. Laurent Bouvet relève dans un article intitulé "Le poids de la crise économique et sociale n'explique pas à lui seul la poussée du FN", que le point commun des partis populistes en Europe est de viser l'immigration comme une menace pesant sur les modes de vie des "autochtones". Une nouvelle forme d'insécurité émerge, non réductible à la question de la délinquance. Certains auteurs mesurent cet "indice d'intranquillité" que d'autres nomment "insécurité culturelle", "cette insécurité, personnelle et sociale, une forme généralisée d'intranquillité recouvrant autant la défiance que l'on a dans les autres que celle que l'on exprime vis-à-vis des institutions ou de son environnement" (Luc Rouban). Les récents débats en France sur la place des Roms, sur la présence de l'islam, sur le mariage pour tous sont des signes de cette intranquillité, de cette peur d'un déclin de son identité culturelle. Et l'on sait, par la lecture du livre d'Amin Maalouf, Les identités meurtrières, que si chaque individu porte plusieurs identités en lui, la tendance est toujours de s'identifier à sa part identitaire la plus menacée. Dans Fractures françaises, Christophe Guilluy a donné une traduction géographique à cette question culturelle. L'auteur distingue une "France métropolitaine", qui concentre près de 40% de la population, d'une "France périphérique" où se répartit près de 60% de la population. La majorité des ouvriers, employés, ainsi que des ménages modestes vivent désormais sur des territoires périurbains, industriels et ruraux, à l'écart des lieux de pouvoirs économiques et culturels. "La recomposition économique et sociale des territoires a ainsi favorisé la relégation en dehors des grandes villes des catégories populaires d'origine française et européenne et, dans le même temps, la concentration des nouvelles couches populaires immigrées dans les quartiers des métropoles. Ce "chasse croisé" explique une séparation "de fait" des couches populaires en fonction de leur origine. La métropolisation, qui contribue à l'émergence d'une société multiculturelle, favorise ainsi dans le même temps le séparatisme en milieu populaire sur une base culturelle. Ce constat paradoxal confirme que si le néolibéralisme mondialisé plébiscite la diversité, il organise dans le même temps le séparatisme territorial des couches populaires". La France est ainsi minée par un séparatisme social et culturel, par un conflit entre une identité métropolitaine et une identité périphérique. C'est au sein de cette périphérie que le discours populiste est le plus plébiscité, car il est dénonciation de cette France métropolitaine, à la fois élitiste et diversifiée sur le terrain culturel.

B) Il est aujourd'hui indispensable de repenser un rapport apaisé entre identité individuelle et identité collective.

Il apparaît judicieux de défendre aujourd'hui une valorisation de l'identité collective venant renforcer l'identité individuelle (1). De plus, le réenchantement du "roman national" et la prise en compte accrue des identités individuelles est en mesure de renforcer l'identité collective en apaisant les tensions (2).

1 – Pour une valorisation de l'identité collective renforçant l'identité individuelle.

Il paraît d'abord indispensable de retrouver la saveur de la continuité du temps. L'importance de l'identité collective inscrite dans un temps long répond au besoin d'enracinement de toute identité individuelle. "De tous les besoins de l'âme humaine, il n'y en a pas de plus vital que le passé" écrit Simone Weil dans L'enracinement. L'enracinement est un processus automatique d'intégration à une communauté par le lieu de naissance, la profession, l'entourage, la propriété privée. "La propriété privée est un besoin vital de l'âme. L'âme est isolée, perdue, si elle n'est pas dans un entourage d'objets qui soient pour elle comme un prolongement des membres du corps". Le rôle de la politique est de respecter et protéger ses racines. De les cultiver également. C'est en particulier la mise en valeur du patrimoine qui a pour finalité de faire ressentir

pleinement les spécificités de l'identité collective. Car ces racines sont des repères de sens indispensables à la construction de l'identité individuelle, particulièrement en temps de crise. Le choix récent de faire entrer des résistants au Panthéon (dont Germaine Tillon, Pierre Brossolette, Jean Zay) illustre ce besoin de réenracinement afin de retrouver les ressources nécessaires pour affronter le présent.

La continuité historique est également de la responsabilité de l'école. L'éducation a pour finalité d'intégrer un enfant dans un monde plus vieux que lui. Elle offre aux enfants la possibilité de s'inscrire au sein d'une longue chaîne de temps. En assurant "la représentation de la culture", les hussards noirs de la république, "représentants des poètes et des artistes, des philosophes et des savants" (Charles Péguy), transmettent la responsabilité du monde à une jeune génération. L'école permet à chaque identité de s'inscrire dans une continuité collective, et est également la condition d'une pleine affirmation de l'identité individuelle. Condorcet rappelait déjà dans ses Cinq mémoires sur l'instruction publique que l'affirmation de la souveraineté populaire sans éducation préalable n'aurait aucun sens. Celui qui dépend d'autrui pour lire, compter, écrire, ne peut faire usage librement de sa raison. Somme toute, retrouver un rapport apaisé entre les identités implique de **repenser notre rapport à l'institution**. En ce sens, puisque l'idéologie moderne semble être aveugle au caractère social de l'individu, Vincent Descombes nous invite, dans Le Complément du sujet, (Enquête sur le fait d'agir soi-même), à réapprendre l'idée même d'institution. Car affirmer son identité ne peut être le résultat d'une autoposition, l'autonomie suppose l'apprentissage. L'identité collective, transmise par les institutions telles l'école, n'est pas le lieu de l'interdit, de la contrainte, c'est la condition rendant possible l'action humaine. Les institutions les plus fondamentales sont une ressource pour l'action. Et ces institutions puisent leurs racines dans un passé qu'il est temps de revaloriser, en complément de la notion de frontière.

Assumer la nécessité des limites et d'une certaine clôture de l'espace est une autre condition fondamentale du rapport harmonieux entre identité individuelle et identité collective. Régis Debray y invite dans son Eloge des frontières. Toute forme de croissance et d'identité nécessite un espace clos où s'épanouir. L'auteur opère ainsi une comparaison entre la grotte préhistorique, la frontière nationale et le ventre maternel qui ont tous pour fonction d'assurer une croissance au sein d'un milieu clos. Le faible demande toujours une frontière, l'idéologie du sans-frontiérisme est celle du fort (que l'on songe à l'état de nature chez Hobbes ou bien aux effets de la mondialisation). La frontière est indispensable à l'établissement d'une identité individuelle et collective partagée. Si l'Europe ne parvient pas à devenir une véritable communauté de destin, c'est justement parce qu'elle n'a pas de limites claires. Afin de pouvoir s'ouvrir aux autres (le droit d'asile n'est possible que parce qu'il existe des frontières), il est impératif d'assumer le besoin de limites territoriales. Repenser le rôle bénéfique des frontières, ce n'est pas induire le repli sur soi, mais c'est offrir la possibilité d'un accueil de l'Autre dans des conditions optimales. Ce n'est que lorsque l'identité collective est apaisée, claire et assumée qu'un pays est en mesure de faire une place à ceux d'ailleurs. Repenser la richesse des frontières, c'est donc combattre la pensée d'Huntington qui implique qu'à une identité culturelle corresponde une seule identité politique.

2 – Réenchanter le roman national et réenclencher la participation individuelle au profit du collectif.

Il est urgent de réenchanter le "roman national", seul à même de permettre la fusion des identités plurielles au sein d'une identité collective forte et apaisée. Produire un commun qui fait sens, c'est penser la démocratie comme le régime de production d'une vie commune. Ou pour reprendre les mots de Sieyès, "faire vivre la démocratie, ça n'est pas simplement avoir de bonnes institutions, c'est multiplier les places, les trottoirs et les réverbères". La démocratie est un régime de la délibération permanente, et non pas un simple régime où les droits individuels priment. Il est donc nécessaire de faire vivre la volonté générale en démultipliant les formes d'expression de la souveraineté. Faire correspondre l'identité individuelle et l'identité collective implique de valoriser l'expression directe du peuple. Le référendum d'initiative populaire issu de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 s'inscrit dans cette visée. L'introduction de la question prioritaire de constitutionnalité, permettant à tout citoyen se déclarant lésé dans ses droits fondamentaux de saisir le juge

constitutionnel, est également une évolution forte en ce sens. Cette association du peuple passe par la promotion de la démocratie de proximité. Dans son rapport public 2011, intitulé Consulter autrement, participer effectivement, le Conseil d'Etat revient sur les différentes formes de consultation (l'information, la demande d'avis, la concertation, la négociation), et s'attache à définir les traits d'une nouvelle figure de l'administration dite "délibérative". "Cette administration est délibérative parce qu'elle cherche à mettre en place de nouvelles procédures, caractérisées par la transparence, l'ouverture, le débat, l'itération et le compte rendu. La décision est légitime, dès lors qu'elle résulte d'un cheminement progressif au cours duquel le public et les parties prenantes ont été en mesure de participer à un processus qui a abouti à la prise de décision". Le Conseil d'Etat propose ainsi de généraliser les concertations ouvertes très précoces, ou encore d'étendre la procédure d'étude d'impact aux projets de décret d'application des lois, aux projets de décret du pouvoir réglementaire autonome ainsi qu'aux projets de directive et règlement européen.

Réenchanter le roman national présuppose également la réhabilitation de la démocratie représentative par l'exigence d'exemplarité. Pour reprendre les termes de Pierre Rosanvallon, il s'agit de "penser la démocratie comme une qualité et pas seulement comme une procédure". Notre démocratie est un régime d'interaction et non pas d'autorisation. Les soupçons de collusion entre des intérêts privés et les décisions des élus, et la multiplication des affaires, ont alimenté l'idée d'un régime oubliant les intérêts de son peuple pour se concentrer sur ceux d'un petit nombre. Suite aux travaux de la Commission Sauvé, la loi du 14 avril 2011 relative à la transparence financière de la vie politique, renforçant les prérogatives de la Commission pour la transparence financière de la vie politique, a été suivie par la loi du 11 octobre 2013, créant la Haute autorité pour la transparence de la vie publique.

Produire un commun qui fait sens, rechercher l'harmonie entre les identités individuelles et l'identité collective, c'est aussi réinvestir l'école pour qu'elle retrouve sa vocation citoyenne. A cette fin, le système scolaire doit être moins discriminant. Le système des frais de scolarité proportionnels aux revenus du payeur peut être une première étape d'amorce de réduction des inégalités scolaires. Cette recherche d'une plus grande cohésion sociale s'inscrit dans un contexte plus englobant. L'Etat doit reconstruire un projet social de long terme favorable à tous. La recherche d'une égalité des droits plus effective implique de ne pas seulement miser sur une égalité de moyens, mais de rechercher une égalité des possibilités effectives d'accomplir son individualité. Amartya Sen donne des pistes en ce sens dans son ouvrage portant sur l'idée de justice, Ethique et économie. Il part de l'analyse de Rawls, et explique que la distribution égale des biens premiers (libertés individuelles) ne permet pas de s'assurer de la capacité à en faire usage. Aussi propose-t-il de penser la question de la justice sociale en termes de "capabilities". Il s'agit de la possibilité de faire jouer ses droits. Concrètement, cela se traduit notamment par la mise en place d'un droit opposable à la formation continue afin de se donner toutes les chances d'une reconversion, le développement d'une flexi-sécurité, le revenu minimum d'existence ou l'allocation universelle. Ces éléments de réflexion sont nécessaires à la réaffirmation des supports permettant à l'identité individuelle de se construire dans un cadre collectif apaisé, confiant en l'avenir.

Ainsi, comme l'indique le titre du livre de Mona Ozouf, l'identité est bien une "composition", entre la part individuelle et le Tout, entre l'héritage et le donné. Alors qu'elle vient d'être élevée au grade de commandeur de la légion d'honneur, la vie de Mona Ozouf est la preuve que cette "composition française" peut être heureuse. Si la France a toujours connu un tiraillement entre identité individuelle et identité collective, cette confrontation est source de créativité et de richesse. Le dialogue entre les différences strates identitaires est source d'enrichissement. C'est bien le sens et l'esprit de la formule d'Amartya Sen, "prix nobel" d'économie, qui déclare lorsqu'on l'interroge sur son identité : "Je me définis comme un Asiatique, citoyen indien, Bengali du Bangladesh, citoyen britannique et homme féministe".